



Ensemble, demain, nous pouvons faire grandir l'espoir !

Déclaration du Conseil National de Gauche Unitaire

Adoptée le 19 mai 2012

L'élection de François Hollande à la présidence de la République a traduit le rejet massif, par le peuple, de Nicolas Sarkozy et des politiques de régression dramatiques mises en œuvre depuis cinq ans. Cette victoire est le produit de la volonté majoritaire du monde du travail et de la jeunesse. Les tentatives du pouvoir sortant de diviser les classes populaires, en reprenant à son compte les thèmes les plus nauséabonds de l'extrême droite, en soufflant sur les braises du racisme et de la stigmatisation de secteurs entiers de la population, ont été déjouées. L'austérité à laquelle les classes possédantes du continent européen entendent condamner les peuples a été sanctionnée sans appel. **Le 6 mai représente donc un point de départ possible pour la conquête d'avancées sociales et démocratiques majeures. Dans toute l'Europe, l'éviction d'une des principales figures de ces droites brutales et arrogantes qui se sont assignées pour mission de faire payer la crise du capitalisme aux peuples sera ressentie comme un encouragement pour la contre-offensive indispensable. Une nouvelle situation s'ouvre, riche de potentialités, mais aussi lourde de dangers si un vrai changement ne se concrétisait pas en France et ne délivrait pas un signe d'espoir au-delà de ses frontières.**

La victoire du 6 mai s'inscrit en effet dans un contexte d'instabilité grandissante en Europe. La crise économique y connaît une nouvelle aggravation. La récession guette nombre de pays tandis que, même en Allemagne, les perspectives de croissance s'amenuisent. Les politiques d'austérité, que le nouveau traité Merkozy vise à alourdir au prétexte de la dette, ont pour principal objectif d'affaiblir structurellement le mouvement ouvrier, afin de permettre aux classes possédantes de sortir de la dépression capitaliste sur le dos du plus grand nombre. Certains libéraux défendent même l'entrée dans une « ère post démocratique » qui imposerait la suspension de la souveraineté populaire et de la démocratie parlementaire. La violence de ces attaques provoque en réaction un essor des résistances populaires. En Espagne, au Portugal,

en Italie, en Belgique, en Grande-Bretagne, et même en Allemagne, manifestations et grèves se développent pour l'emploi, les salaires, les services publics. En Grèce, les partis de droite et de gauche associés à la purge qui dévaste le pays viennent de subir une déroute électorale, tandis que la coalition Syriza, radicalement opposée à l'austérité, devenait la première formation de la gauche. L'exclusion de ce pays de la zone euro est maintenant ouvertement envisagée par certains dirigeants européens et à la direction du FMI, au risque d'ébranler l'ensemble de la zone euro et de favoriser une flambée des nationalismes réactionnaires comme des extrêmes droites. Les actions de solidarité des peuples européens seront décisives pour mettre en échec ces attaques et construire l'Europe sur d'autres bases.

Une course de vitesse est désormais engagée. L'enjeu est que la gauche ne se dérobe pas à l'affrontement avec les puissances financières, et qu'elle ose refuser l'austérité et rompre avec le libéralisme et le productivisme pour dessiner une véritable sortie de crise. Le nouveau Président de la République François Hollande a été élu en menant une campagne électorale qui synthétisait la nécessité d'une politique de réduction des déficits publics et de redressement, d'une rigueur qui serait accompagnée de quelques mesures de justice sociale. C'est un programme qui ne permet pas de faire face aux défis énormes qui sont posés par la crise systémique du capitalisme et auxquels nous sommes confrontés.

De ce point de vue les responsabilités du Front De Gauche sont exceptionnelles. Fort de la formidable campagne qu'il a menée, de la dynamique populaire qu'il a impulsée et des quatre millions de voix qui se sont portées sur Jean-Luc Mélenchon, il représente un nouvel espoir pour la gauche tout entière. L'espoir d'une gauche, combative et décomplexée, qui assume la confrontation avec les classes dirigeantes et qui porte un projet de société plaçant au centre « L'Humain d'abord ». Son projet de refondation de la gauche autour d'une nouvelle politique est plus actuel que jamais, lui conférant l'impérieux devoir de se tourner à présent vers les forces vives de ladite gauche, du mouvement social et du peuple pour le faire avancer.

L'objectif est d'autant plus crucial que la droite française, si elle perdu la bataille présidentielle, est déjà en train de se réorganiser. Après une campagne de second tour qui a amené son candidat à récupérer les thèmes de l'extrême droite pour gagner les voix de Marine Le Pen, l'UMP s'est engagé dans une véritable fuite en avant dans une démagogie réactionnaire et xénophobe. Le Front National est lui déterminé à s'appuyer sur le succès de Marine Le Pen pour engager une recomposition de la droite française permettant l'émergence d'une puissante force de droite autoritaire dont il serait le centre.

Dans ce contexte, alors que la crise économique ne laisse aucun répit, beaucoup va aussi dépendre de la capacité du mouvement social à intervenir dans la situation, à faire entendre ses solutions, à imposer ses exigences à la politique que mettra en œuvre la majorité qui doit succéder à la droite. L'attente née de la victoire du 6 mai ne doit pas être déçue, ce qui ne manquerait pas de favoriser les pires ennemis du monde

du travail. Ce n'est pas d'une nouvelle alternance molle dont le peuple a aujourd'hui besoin, c'est d'une réponse immédiate aux besoins vitaux des classes populaires. Pour cela, le peuple devra s'engouffrer dans la brèche ouverte par la défaite de la droite et comme en juin 36 imposer sa volonté par sa mobilisation.

Le Front de gauche s'y était engagé en se lançant dans la belle campagne de 2012 : il lui faut s'engager résolument dans cette nouvelle bataille. En défendant les mesures d'urgence autour desquelles la gauche doit se rassembler si elle veut se hisser à la hauteur de défis historiques. En travaillant à construire les rassemblements majoritaires grâce auxquels un vrai changement deviendra réalité. En s'efforçant de créer ainsi les conditions d'une majorité et d'un gouvernement qui répondent aux attentes populaires.

- Qui dégagent les moyens du changement en se libérant du joug de la finance et un imposant une autre répartition des richesses : réalisation d'un audit citoyen de la dette public, création d'un pôle public bancaire par la nationalisation et l'appropriation sociale des principales banques, mise en œuvre d'une révolution fiscale qui s'attaque à la concentration des richesses dans les mains d'une minorité
- Qui luttent contre les fermetures d'entreprises et les licenciements qui se multiplient en ce moment en imposant l'interdiction des licenciements boursiers, de nouveaux droits pour les salariés comme la création d'un droit de veto des élus du personnel en cas de fermeture ou délocalisation (comme à PSA Alnay ou Sevelnord), un droit de préemption de l'activité par les salariés, comme le réclame par exemple les salariés de l'usine Univelever-Fralib, la mise en place d'une véritable Sécurité Sociale Professionnelle qui permette une continuité du revenu tout au long de vie.
- Qui imposent la hausse des salaires et des pensions, la revalorisation des minima sociaux pour que chacun puisse vivre dignement. Relever dès maintenant le SMIC à 1700 euros bruts, c'est indispensable pour des millions de familles qui n'arrivent plus à boucler leur fin de mois. Il faut également en finir avec les scandaleux écarts de rémunérations en imposant le salaire maximum (à hauteur de 20 fois le salaire minimum) dans les entreprises privées comme dans le secteur public.
- Qui rétablissent le droit à la retraite à 60 ans pour tous et toutes. Le rétablissement, annoncé par François Hollande, du droit de partir en retraite à 60 ans pour ceux qui ont commencé à travailler à 18 ans et validé 41 années de cotisation ne profitera qu'à quelques dizaines de milliers de salariés et entérinera le passage à 62 et 67 ans des âges de départ légaux. Il faut remettre en cause les réformes imposées par la droite ces dernières années. Alors que le Conseil d'Orientation des Retraites prépare de nouvelles recommandations en vue de la réforme prévue en 2013, il faut imposer l'exigence majoritaire d'un droit à la retraite pour tous et toute à taux plein dès 60 ans.

- Qui mettent la planification écologique au centre de la relance de l'activité économique, commençant par replacer l'eau comme l'énergie dans la propriété publique, en favorisant la mise en œuvre d'une grande politique industrielle respectueuse de l'environnement.
- Qui en finissent avec les politiques de stigmatisation des immigrés et la chasse aux sans papiers. Depuis plusieurs années, les luttes des travailleurs sans papiers, impulsées par les organisations syndicales, ont démontré la légitimité de la revendication des droits égaux pour tous les travailleurs. La justice passe par la régularisation de toutes les personnes sans papiers pour en finir avec la situation laissée par la droite et donc régularisation des travailleuses et travailleurs, des jeunes majeurs et des familles des enfants scolarisés.
- Qui refusent la politique d'austérité à l'échelle européenne et ne se contentent pas d'amender le Traité « Merkozy » au moyen de quelques déclarations d'intention sur la croissance, mais imposent la renégociation générale des traités qui ont conduit l'Europe à l'impasse actuelle. Rien de bon ne peut sortir d'un carcan qui limite drastiquement la dépense publique, en généralisant la « règle d'or », en sanctionnant les gouvernements qui ne s'y plient pas. Il faut redonner la parole aux peuples ! Cela suppose de soumettre le projet de nouveau traité européen à un référendum. C'est le seul moyen pour créer un rapport de force suffisant face aux autres gouvernements européens pro libéraux et impulser une dynamique positive qui permette de poser les bases d'une autre Europe, au service des peuples. Cette nécessité d'un référendum rencontre un large écho positif dans la population. Il faut amplifier cela en multipliant les initiatives unitaires rassemblant les forces politiques de gauche, les syndicats, les associations et les citoyens pour imposer le respect de la souveraineté populaire.

Les élections législatives des 10 et 17 juin constituent la prochaine échéance importante. Alors que la droite poursuit une campagne agressive, sous la pression du Front national, l'enjeu est de donner une majorité à un vrai changement, d'aboutir à une majorité de gauche mettant en œuvre une politique de rupture avec le libéralisme. Le contrat de majorité conclu entre le Parti Socialiste et Europe Ecologie les Verts, ne peut le permettre. C'est pourquoi il est à présent déterminant qu'un maximum d'électeurs portent leurs voix sur les candidats du Front de gauche, confirmant et amplifiant les scores de Jean-Luc Mélenchon lors de la présidentielle, et pour permettre que la prochaine assemblée compte le plus grand nombre de député(e)s du Front de Gauche. Déterminé(e)s à faire réussir la gauche pour gagner de nouveaux progrès sociaux et démocratiques, les député(e)s du Front de Gauche s'inscriront dans une démarche autonome et constructive qui vise à imposer dans le débat public les mesures indispensables pour répondre aux besoins sociaux. En aucun cas, le Front de Gauche ne se retrouvera dans une politique de rigueur qui amènerait à faire payer la crise au peuple. Il soutiendra les mesures favorables aux intérêts du peuple et il s'opposera aux mesures qui iraient à l'encontre de ceux-ci.

Gauche Unitaire se fixe également pour objectif de renforcer le développement, l'enracinement et la cohérence du Front de Gauche. L'attente est forte. Le Front de Gauche s'est imposé comme la deuxième force à gauche et comme un rassemblement

qui porte une orientation de transformation sociale et écologique en rupture avec les logiques d'adaptation au libéralisme. Il est nécessaire de préserver, de renforcer et d'élargir les acquis de la formidable campagne présidentielle qui a été menée, les Assemblées Citoyennes, les Fronts Thématiques, le Front des Luites, les collectifs départementaux, le Conseil National de Campagne, la Coordination hebdomadaire... qui permettent une intervention politique du Front de Gauche indispensable dans la situation actuelle.

Un des défis qui est posé aujourd'hui au Front de Gauche est de répondre aux milliers de femmes et d'hommes qui ne sont pas membres d'organisations politiques, qui se sont tournés vers lui et qui veulent en être partie prenante à part entière. C'est un enjeu de premier ordre et la clé pour déployer la dynamique populaire qui permettra au Front de Gauche de reconquérir les classes populaires. Il convient de trouver les moyens et les formes de structuration qui permettent d'associer les hommes et les femmes, qui ne sont pas membres d'organisation politiques, aux activités du Front de Gauche, aux campagnes qu'il impulsera et à son développement. Le Front de Gauche a encore vocation à s'élargir à des organisations qui partageraient son orientation stratégique, son programme et sa volonté de mener son combat au cœur de la gauche pour changer la gauche. S'ils partagent ce projet et ces objectifs, cela concerne les Alternatifs qui ont soutenu la campagne de Jean-Luc Mélenchon et Gauche anticapitaliste qui engage un processus de discussion avec le Front de Gauche. L'impulsion de rencontres nationales régulières du Front de gauches (type Conventions, Assises..) rassemblant plusieurs centaines des animateurs locaux et nationaux du Front de gauche permettraient de brasser la diversité des expériences, de renforcer la cohérence de notre intervention et d'approfondir le projet dont le Front de Gauche est porteur.

Le Front de Gauche entend rassembler tous ceux qui, à gauche, ne veulent à aucun prix que soit gâchée une nouvelle occasion de mettre un coup d'arrêt aux attaques des actionnaires et des banquiers, de changer la vie du plus grand nombre. Il lui appartient dès lors de se tourner vers eux. Des dizaines de milliers d'adhérents ou électeurs socialistes et écologistes, d'anticapitalistes ou militants de la gauche alternative, d'acteurs du mouvement social se sont reconnus dans les propositions portées par Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle, sans nécessairement lui apporter leurs suffrages par crainte que Sarkozy ne soit in extremis réélu. Ils n'ont plus de raison de céder maintenant à la pression du « vote utile ». Préparer les rendez-vous décisifs qui s'annoncent suppose de donner au Front de gauche les moyens d'étendre son influence, de s'adresser aux classes populaires, de leur redonner confiance, de les aider à retrouver le chemin de la mobilisation. Toutes celles et tous ceux, courants ou individus, qui veulent ouvrir le chemin d'un nouvel avenir pour la gauche dans son ensemble ont leur place dans le Front de gauche. Ensemble, demain, nous pouvons faire grandir l'espoir !

Gauche Unitaire – 23 boulevard Jean Jaurès – 93400 Saint-Ouen
www.gauche-unitaire.fr
gaucheunitaire.contact@gmail.com